



Union Interparlementaire
Groupe belge

Section Belgique – Allemagne

25 février 2026

Rencontre avec S.E.M. Martin Kotthaus, ambassadeur d'Allemagne en Belgique

Étaient présents pour la section bilatérale Belgique-Allemagne :

- M. Andries Gryffroy (sénateur N-VA), président du Groupe belge de l'UIP
- M. Werner Somers (député Vlaams Belang), vice-président de la section

Au cours de cette rencontre, les participants ont abordé les points suivants :

- **l'abolition du Sénat**, et notamment la réforme constitutionnelle, le contraste entre la perception politique de cette chambre constitutionnelle des États fédérés dans les deux pays, l'impact de l'abolition sur les activités internationales des parlementaires régionaux dans les forums internationaux (par exemple UIP, PACE, AP OSCE) et la nécessité d'un autre type de chambre constitutionnelle pour certaines fonctions (par exemple la nomination de certains juges) ;

- **les défenses belge et allemande**, et notamment les synergies voire l'intégration avec d'autres armées, l'achat et la production conjointe d'avions et de chars, les programmes d'études transfrontaliers des militaires, le développement de l'industrie flamande de la défense pour les composants militaires et la technologie spatiale, la répartition des compétences en matière d'exportation d'armes en Belgique et les raisons historiques qui la sous-tendent, le changement de perception de la population belge à l'égard de la menace militaire croissante et des cyberattaques, et la révision de la Constitution allemande visant à libérer un refinancement sans précédent de la défense et son impact budgétaire ;

- le dossier **Euroclear**, et notamment la position du gouvernement allemand caractérisée par son scepticisme quant au risque de blocage de la Hongrie dans l'approbation d'un financement de l'UE, et son attitude purement pragmatique visant à garantir un financement durable pour l'Ukraine ;

- la **guerre en Ukraine**, où la position allemande consiste à soutenir l'armée ukrainienne tant qu'elle est prête à se battre, comme le montrent toutes les positions politiques et les sondages d'opinion, malgré les conséquences humaines dramatiques qui ne cessent de s'aggraver, le rôle de la Chine dans la fin de la guerre, et néanmoins la rivalité stratégique entre la Chine et la Russie.

- l'opinion belge concernant les récentes déclarations peu orthodoxes de **l'ambassadeur américain en Belgique**, et notamment son ingérence dans les affaires intérieures, sa demande de suppression de la séparation des pouvoirs dans l'enquête judiciaire sur les circoncisions

rituelles juives, une loi allemande sur la circoncision qui fonctionne bien en pratique contrairement à la loi belge, la divulgation par l'ambassadeur d'informations économiques hautement confidentielles dans la presse, et le système américain d'ambassadeurs nommés politiquement par opposition aux ambassadeurs issus de la fonction publique ;

- la politique belge et allemande en matière d'**approvisionnement énergétique**, et notamment le secteur nucléaire qui ne se développera plus en Allemagne pour des raisons purement économiques (et non idéologiques), le modèle des énergies renouvelables complété par le gaz ou, à l'avenir, l'hydrogène, le maintien en service prolongé des centrales nucléaires belges et le contrat conclu à cet effet avec Engie, le scénario d'une production nucléaire nulle en Belgique et le problème d'image économique qui en résulterait, la création d'un centre de recherche flamand (et non fédéral) sur l'énergie nucléaire comprenant le développement de petits réacteurs nucléaires modulables, l'installation de nouvelles lignes à haute tension (notamment Ventilux) et la concurrence entre les infrastructures électriques et gazières pour le transport de l'énergie, le transport et le stockage du CO2 au Royaume-Uni et en Norvège impactant les exportations allemandes via la Belgique, l'exportation d'électricité de l'Allemagne vers la Belgique soumise aux lois du marché et non de la politique, le besoin de flexibilité entre les deux marchés énergétiques afin d'assurer une plus grande stabilité des prix sur laquelle les entreprises peuvent s'appuyer pour planifier leurs activités économiques, la révision de la loi sur le chauffage en Allemagne de façon technologiquement neutre et la différence entre les normes d'isolation des deux pays.

- les relations entre **l'Allemagne et la Chine**, deux pays qui sont partenaires économiques mais rivaux sur le plan institutionnel, la réduction de la dépendance allemande, la visite d'état du chancelier Scholz en Chine en ce moment, les développements dramatiques sur le marché automobile avec une baisse des exportations vers la Chine combinée à une augmentation des importations, la différence de position sur cette question selon le secteur économique en Allemagne (par exemple, l'industrie chimique par rapport à la construction mécanique) ;

- l'accord commercial **MERCOSUR**, avec notamment la charge politique plus lourde dans la partie francophone du pays, les opportunités économiques des deux blocs dans un marché commun dans un monde de guerre économique, la politique commerciale allemande de « *derisking* » mais pas de « *decoupling* », et une politique novice en matière de marchés publics qui exige qu'un certain pourcentage des composants soit produit en Europe (par exemple, les éoliennes).

S.E.M. Martin Kotthaus conclut que la Belgique et l'Allemagne sont étroitement liées, relèvent des défis communs et partagent des valeurs, et espère donc approfondir d'emblée les relations bilatérales. Cela se traduirait notamment par une visite réciproque de la délégation allemande en Belgique et vice versa, ainsi que par la participation de la section bilatérale belge à des événements liés à la coopération belgo-allemande en 2026, tels que la conférence germano-belge (en mars/avril, dates à confirmer), un sommet sur l'industrie de la défense et la semaine de la langue allemande (en octobre).